

LA RESPONSABILITÉ POLITIQUE DE L'EUROPE



Photo du marché aux esclaves de Zanzibar, deuxième tiers XIXe. Bojan Breclj/Corbis. {{PD-US-expired}}

Le cas de la migration issue de l'Afrique

Pendant les siècles d'esclavage et de la traite négrière, en passant par les colonisations jusqu'à nos jours, l'Afrique est victime d'un épuisement intensif de ses ressources, tant humaines que naturelles, promu surtout par des pays de l'Occident qui s'en nourrissent.

De nos jours, le pillage systématique des ressources naturelles de l'Afrique se fait dans le cadre d'une politique agressive néo-coloniale encouragée par le silence complice des

pays soi-disant neutres et sans passé colonial – comme la Suisse – qui en profitent quand même eux aussi.

C'est déjà conventionnel de parler de la « malédiction des ressources » quand on fait référence à l'Afrique et au paradoxe entre son grand potentiel qui va de la faune, des ressources forestières, maritimes, hydrographiques, des terres arables aux minéraux dont regorge ses sols, desquels dépendent dans une large mesure de l'industrie, du commerce et de l'économie en générale de l'Europe qui s'enrichit au détriment du sous-développement de l'Afrique, ainsi que de la pauvreté et de la misère de ses peuples.

Depuis les indépendances – il y a de cela plus d'un demi-siècle – dans le but de maintenir l'accès illimité à ses ressources, au prix de bananes, sans aucun souci d'ordre éthique ou moral, des pays tels que les États-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni et le Portugal, que ce soit au travers de leurs gouvernements, et très souvent à travers leurs multinationales et grandes corporations, participent de façon très active à la corruption des élites politiques et militaires à la tête des régimes autoritaires.

En effet, la corruption a toujours deux acteurs, à savoir: Le corrupteur et le corrompu. Dans ce cas précis, les dictateurs africains ne sont que des corrompus. C'est d'ailleurs avec la complaisance des gouvernements occidentaux, qui les reçoivent avec tous les honneurs, qu'ils détournent les miettes encaissées par leur pays – une espèce de cadeaux – vu les prix dérisoires payés pour les ressources pillées et gardent les fortunes mal acquises dans les banques pour qu'ils s'achètent des villas; comme dans le cas du défunt dictateur zaïrois Mobutu Sesseseko, à Savigny dans le canton de Vaud. En gros, ils investissent dans les économies européennes qui semblent n'avoir aucun souci ni sur la provenance et ni sur la nature sale de cet argent.

Incapables d'investir dans leurs propres pays en créant des

conditions qui pourraient bénéficier à leurs populations, c'est en Europe – où ils sont toujours les bienvenus – qu'ils éduquent leurs enfants, où ils passent leurs vacances, font des achats et très souvent se rendent pour recevoir des soins médicaux. Comme le cas le plus emblématique du dictateur camerounais Paul Biya, au pouvoir depuis 40 ans dont 5 ans à l'étranger, officiellement pour des « visites privées », la Suisse étant sa destination favorite et l'Hôtel Intercontinental de Genève comme son « habitat » de prédilection. C'est là que pendant ses habituels et longs séjours, payant environ 40'000 dollars par nuit pour sa suite présidentielle qui occupe au moins deux dizaines de chambres pour l'accommodation de ses nombreux convives.

Dans des conditions normales, ce devrait être honteux que de tels pays qui devraient promouvoir des valeurs dites « universelles » comme le respect des droits de l'homme, le respect des libertés individuelles, la transparence et la bonne gouvernance soient les premiers à les bafouer, niant aux africains à la fois la possibilité de jouir des bénéfices qui émanent de la démocratie, mais aussi d'en tirer les avantages des revenus des ressources – qui leurs appartiennent – et qui pourraient servir à leur épanouissement et à leur bien-être.

Ça reste donc une contradiction majeure des pays occidentaux qui se vantent d'être les hérauts de la démocratie et qui sont les mêmes qui promeuvent, soutiennent et protègent des régimes anti-démocratiques et des dictateurs qui n'hésitent pas à persécuter, terroriser, voir même empoisonner et exécuter toutes celles et ceux qui osent exercer leurs droits fondamentaux – comme penser et s'exprimer librement – et qui sont, paradoxalement, consacrés par des Constitutions.

Le résultat de la combinaison de ces facteurs ne peuvent qu'être désastreux, donc voilà l'une des raisons de fond qui explique, en particulier, les grandes vagues d'émigrants qui viennent d'Afrique vers « la forteresse de l'Europe », s'exposant à des périls inimaginables, notamment durant les

traversées du désert du Sahara et de la mer Méditerranée, où des centaines des milliers de femmes, d'hommes et d'enfants perdent leur vie ou disparaissent simplement.

Dans tout cela l'Europe, n'étant point une victime, a une part majeure de responsabilité à la fois historique, politique et morale qu'elle doit assumer au lieu de durcir encore davantage sa stratégie anti-migratoire déjà assez agressive envers les personnes migrantes.

L'Europe doit aussi cesser tout sorte de violences de masse qu'elle commet à l'encontre des personnes migrantes, qui sont déjà persécutées par des régimes dictatoriaux et qui fuient ces pays pour sauver leur vie, ou encore celles et ceux qui sont contraints de quitter leur pays à la recherche e d'une vie meilleure, dans le cadre de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

En effet, on ne résout pas la question de la migration en érigeant encore plus de murs ou en accroissant davantage la violence de masse contre eux à travers des mécanismes de répression comme l'Agence Européenne de garde- frontières et de gardes-côtes Frontex.

Par contre, l'Europe devrait s'engager dans la construction de relations politiques avec l'Afrique non teintées de paternalisme et fondées sur les principes de la démocratie, du respect des droits de l'homme, du respect mutuel, qui promouvraient des relations économiques plus justes et équitables basées sur le principe gagnant-gagnant en vue de tisser et développer un partenariat fort capable de créer des solutions soutenables et durables à la migrations.

Alcibiades Kopumi

Ancien rédacteur de Voix d'Exils